

**AUTORITE DE REGULATION
DES MARCHES PUBLICS**

**COMITE DE REGLEMENT
DES DIFFERENDS**

Avis n°002/ARMP/CR/CRD/2018 du 31 juillet 2018 relatif au marché de construction et équipement d'un bâtiment de trois salles de classe, d'un bloc administratif, d'un logement administratif, d'un bloc de latrines à quatre postes et d'un mur de clôture au collège d'enseignement général de ZANAGA, dans le département de la LEKOUMOU

LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION DES LITIGES, EN SA SEANCE DU 31 JUILLET 2018

- Vu** le décret n°2009-156 du 20 mai 2009 portant Code des marchés publics ;
- Vu** le décret n°2009-157 du 20 mai 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics ;
- Vu** le décret n°2009-234 du 13 Août 2009, tel que modifié par le décret n° 2011-721 du 29 novembre 2011 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de régulation des Marchés Publics ;
- Vu** le décret n°2011-722 du 29 novembre 2011 portant nomination du Président du conseil de régulation de l'Autorité de régulation des marchés publics ;
- Vu** le décret n°2009-161 du 20 mai 2009 portant organisation et fonctionnement de la Cellule de Gestion des Marchés Publics ;
- Vu** la décision du Conseil de Régulation n°004/2012 du 05 mars 2012 portant adoption du règlement intérieur du Conseil de Régulation ;
- Vu** la décision du Conseil de Régulation du 4 mars 2013/ARMP/CR portant nomination des membres du Comité de règlement des différends ;
- Vu** la décision du Conseil de Régulation n°008/2012 du 21 décembre 2012 portant Règlement intérieur standard de la Cellule de gestion des marchés publics (CGMP) ;
- Vu** la décision du Conseil de Régulation n°003/2015 du 30 octobre 2015 portant adoption des modalités pratiques de règlement des différends des marchés publics ;
- Vu** la requête de la société NAS Service du 14 mai 2018;

Vu le Procès-verbal d'audition et de conciliation des parties n° 001/ARMP/CRD/2018 du 7 juin 2018, et l'avis subséquent et motivé des services juridiques et techniques de traitement des dossiers contentieux ;

En présence de Monsieur Rigobert Roger ANDELY, Président du Conseil de Régulation de l'Autorité de régulation des marchés publics, Président du Comité de Règlement des Différends; de Monsieur El Hadj Djibril ABDOULAYE BOPAKA, membre, de Monsieur Simon DIASSAKOULA, membre, et de Monsieur Alphonse MISSENGUI, membre;

Des Messieurs David-Martin OBAMI, Directeur général de l'Autorité de régulation des marchés publics, Secrétaire de séance ; Audrey Alban MAPITHY, Directeur de la Réglementation et des Affaires juridiques ; Bernard OLLOY, Directeur de la Formation et des Appuis Techniques ; Jean Marie KINTEKOTO, Directeur des Statistiques et de la Documentation; Antoine NKODIA, Expert auprès du Conseil de régulation; tous observateurs ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur David-Martin OBAMI, Directeur Général de l'Autorité de régulation des marchés publics, Secrétaire de séance, présentant les faits tels que présentés par le rapport de la commission technique;

Après en avoir délibéré conformément à la réglementation en vigueur;

Adopte le présent avis fondé sur la régularité et la recevabilité de la requête, les faits et moyens exposés ci-après :

1. Considérant que par requête en date du 14 mai 2018, la société NAS Service, Représentée par Madame NZABA Arlette Stéphanie, Directrice manager générale a saisi l'Autorité de régulation des marchés publics, aux fins de faire injonction au Ministère de l'Aménagement, de l'Équipement du Territoire, des Grands Travaux, de mettre à sa disposition, des documents contractuels, de procéder au paiement de l'avance de démarrage de 30% et de l'ordre de service pour amorcer l'exécution des travaux;

Qu'à l'appui de cette demande, la société NAS Service allègue que dans le cadre de la réalisation des travaux liés à la municipalisation accélérée des différents départements du pays, certaines sociétés parmi lesquelles, la société requérante a été attributaire du marché de construction et équipement d'un bâtiment de trois salles de classe, d'un bloc administratif, d'un logement administratif, d'un bloc de latrine à quatre postes et d'un mur de clôture au collège d'enseignement général de ZANAGA, dans le département de la LEKOUMOU ;

Que depuis l'attribution dudit marché, le Ministère de l'Aménagement, de l'Équipement du Territoire, des Grands Travaux, Maître d'ouvrage, n'a mis à la disposition de la société NAS service que le certificat de visite des lieux et, en dépit de l'avis de non objection délivré par la Direction générale du contrôle des marchés publics ;

Que de ce fait, la société sollicite l'intervention de l'Autorité de régulation des marchés publics, afin qu'il soit mis à sa disposition les autres documents contractuels et permettre par conséquent le paiement de l'avance de démarrage, l'exécution et la réception des travaux conformément aux clauses du contrat ;

Que saisie de la requête et dans le cadre du respect du principe du contradictoire, l'ARMP a, en date du 14 mai 2018, communiqué à toutes fins utiles, copie de la requête au Maître d'ouvrage, afin de lui permettre d'en prendre connaissance et de faire parvenir en retour, ses observations ;

Qu'en réponse à cette requête, le Maître d'ouvrage a fait savoir que les doléances formulées par ce partenaire étaient objectives ;

Qu'il signale en passant que cette situation concerne toutes les sociétés attributaires des marchés préfectoraux, liés à la municipalisation accélérée des départements au ministère de l'Aménagement, de l'Équipement du Territoire, des Grands Travaux;

Que toutefois, les 26 mai 2016 et 4 Août 2017, le Maître d'ouvrage a eu des séances de travail avec les représentants des syndicats des opérateurs économiques (UNOC et COPECO), au cours desquelles, les parties se sont convenues de la régularisation des doléances formulées par les partenaires, entre autres :

- La signature desdits documents ;
- La programmation des avances de démarrage si la situation financière venait à s'améliorer ;

Que tenant compte de ces observations et conformément aux dispositions de l'article 37 du décret n° 2009-157 du 20 mai 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics, cette dernière a convié les parties à une séance de conciliation, le jeudi 07 juin 2018, à son siège ;

EN LA FORME

SUR LA REGULARITE ET LA RECEVABILITE DE LA REQUETE

Sur la compétence

2.Considérant qu'aux termes des articles 21§1-k et 142 § 8 du code des marchés publics, 3, 26 al² 36 et 37 du décret n°2009-157 du 20 mai 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics, l'ARMP, à travers son Comité de Règlement des Différends est compétente sur toutes les contestations et réclamations relatives à l'exécution des marchés publics qui opposent les attributaires des marchés aux maîtres d'ouvrage;

Que sur ce fondement, le Comité de règlement des différends, statuant en commission des litiges, rend des avis dans le cadre de la procédure de règlement amiable des litiges nés de l'exécution des marchés publics;



3. Considérant d'autre part, que la réclamation de la société NAS porte sur la construction et l'équipement d'un bâtiment de trois salles de classe, d'un bloc administratif, d'un logement administratif, d'un bloc de latrine à quatre postes et d'un mur de clôture au collège d'enseignement général de ZANAGA, dans le département de la LEKOUMOU, pour une valeur financière de 344. 229. 653 FCFA ;

Que par conséquent, sur le fondement des dispositions précitées et de l'objet du marché en cause, l'ARMP est compétente pour recevoir et rendre un avis sur les mérites de la présente réclamation;

Sur la recevabilité du recours

4. Considérant que la requête de la société NAS Service, représentée par Madame NZABA Arlette Stéphanie, Directrice manager générale, a été introduite conformément aux dispositions de l'article 21a du code des marchés publics et 3 et suivants du décret n°2009-157 du 20 mai 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics; qu'il convient en conséquence de la déclarer recevable en la forme;

SUR LE FOND

5. Considérant qu'au regard des pièces du dossier, Madame NZABA Arlette Stéphanie, Directrice manager générale prenant la parole lors de la séance d'audition et de conciliation confirme les faits tels que présentés par le rapporteur ;

Qu'elle poursuit toutefois, que depuis l'attribution de ce marché, un silence est observé depuis trois ans de cela, entre sa société et le maître d'ouvrage, quant à la suite à donner au démarrage des travaux ;

6. Considérant par ailleurs que les représentants du maître d'ouvrage prenant la parole à leur tour, sont revenus sur les observations de formes sur les exigences de procédure liées à la passation des marchés publics; qu'en effet, en dépit de l'avis de non objection établi et délivré directement à la société NAS par la Direction générale du contrôle des marchés publics, la société n'a pas été notifiée de l'attribution du marché et à ce jour aucun document contractuel n'a encore été délivré à ladite société ;

Que toutefois, si le maître d'ouvrage n'a plus eu de contact avec la société NAS Service, par contre, il a eu plusieurs séances avec les organismes et syndicats représentants les opérateurs économiques sur ces préoccupations ; qu'à l'issue de ces rencontres un consensus se dégageait toujours ;

Que le maître d'ouvrage s'est toujours montré rassurant malgré la conjoncture économique et financière préoccupante ;

Que poursuivant la discussion, le Comité de règlement des différends est revenu sur ces observations de forme, tant à l'adresse du maître d'ouvrage que de la société requérante, en renvoyant à l'application stricte de l'article 97 du code des marchés publics qui dispose : *« le marché entre en vigueur dès sa notification ou à une date ultérieure si le marché le prévoit. L'entrée en vigueur du marché marque le début des*

obligations juridiques d'exécution et, sauf dispositions contraires du marché, le début des délais de réalisation. Elle coïncide en pratique avec l'émission de l'ordre de service... »;

Qu'après exhortation à la recherche d'un compromis amiable, le Comité de règlement des différends a insisté surtout sur les assurances du maître d'ouvrage et sa disponibilité légendaire à prendre en compte les préoccupations de ses partenaires ; que cette volonté s'est manifestée tout de même à travers leur mémoire communiqué à l'ARMP et aux parties pour les besoins de la cause;

PAR CES MOTIFS

Le Comité de Règlement des différends, en application des dispositions des articles 21-a du Code des marchés publics et celles des articles 3 et suivants du décret n°2009-157 du 20 mai 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics,

1. Constate qu'il est compétent ;
2. Reçoit la société NAS Service en sa demande ;
3. Dit qu'elle est pertinente et fondée ;
4. Constate la bonne foi du ministère de l'Aménagement, de l'Equipement du Territoire, des Grands Travaux, sa volonté et sa disponibilité à rechercher une solution amiable, juste et équitable sous les auspices de l'ARMP ;
5. Prend acte des initiatives et assurances du maître d'ouvrage pour le dénouement heureux de toutes les situations pendantes, sans discrimination, malgré la conjoncture économique et financière très préoccupante du Congo ;
6. Demande au Maître d'ouvrage, en application de l'article 97 du code des marchés publics, de délivrer les documents contractuels sollicités par la société NAS, ainsi que l'ordre de service pour l'exécution du marché, dès que les conditions nécessaires à une telle démarche seront remplies et en informer l'ARMP;
7. Dit enfin, que le Directeur général de l'Autorité de régulation des marchés publics est chargé de notifier aux parties le présent avis, qui sera publié dans les supports de l'ARMP et communiqué partout où besoin sera.

Le Président du Conseil de Régulation

Rigobert Roger ANDELY

